

Régions: Annuaire statistique 2006

Données 2000-2004

Chapitre 3



COMMISSION
EUROPÉENNE



THÈME
Statistiques
générales et
régionales

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

**Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00-800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2006

ISBN 92-79-01800-0
ISSN 1681-9314

© Communautés européennes, 2006

Copyright des photos suivantes: couverture et pages 9, 37, 65, 77, 119, 145: Jean-Jacques Patricola; couverture et pages 13, 25, 51, 91, 105 et 131: DG Politique régionale, Commission européenne.
L'autorisation de reproduction ou d'utilisation de ces photos doit être demandée directement au détenteur des droits d'auteur.

TABLE DES MATIÈRES

■ INTRODUCTION	9
Données statistiques au niveau régional	10
Quelques points marquants	10
Classification régionale	10
Couverture	10
Structure	11
Besoin d'informations plus détaillées?	11
Groupe d'intérêt régional sur l'internet	11
Date de clôture pour les données de l'Annuaire	11
■ 1. POPULATION	13
Introduction	15
Une population en évolution...	15
... et une structure par âges en voie de transformation	20
Que réserve l'avenir?	22
Notes méthodologiques	24
■ 2. PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉGIONAL	27
Qu'est-ce que le produit intérieur brut régional?	29
Le PIB régional en 2003	29
Fortes disparités régionales à l'intérieur des pays également	31
Le processus de rattrapage dans les nouveaux États membres n'aboutit pas partout	33
Développement hétérogène à l'intérieur des pays également	35
Résumé	36
<i>Parités de pouvoir d'achat et comparaisons internationales en volume</i>	37
■ 3. COMPTES DES MÉNAGES	39
Introduction: mesure de la richesse	41
Revenu des ménages privés	41
Résultats pour l'année 2003	42
Revenu primaire et revenu disponible	42
Revenu et prestations sociales	47
Le processus de rattrapage ne concerne pas tous les nouveaux États membres	49
Résumé	51
<i>L'unité de mesure pour les comparaisons régionales</i>	51
■ 4. MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL	53
Introduction	55
Méthodologie	55
Emploi — Le groupe d'âge des 15 à 64 ans	56
Régions à taux d'emploi élevés	56
Régions à taux d'emploi immédiatement inférieurs au niveau le plus élevé	57
Régions à taux d'emploi faibles	59
L'emploi en Bulgarie et en Roumanie	60
Emploi — Le groupe d'âge des 55 à 64 ans	60
Taux d'emploi élevés pour les personnes âgées de 55 à 64 ans.	62

Taux d'emploi faibles pour les personnes âgées de 55 à 64 ans	62
Taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans en Bulgarie et en Roumanie	62
Chômage	63
Conclusion	66
<i>Définitions</i>	66
■ 5. PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL	69
Introduction	71
Des différences importantes dans la productivité du travail sur le plan régional	72
Taux de croissance de la productivité: efforts de rattrapage des nouveaux États membres	74
Productivité du travail sur la base des heures de travail	76
Conclusion	79
<i>Notes méthodologiques</i>	79
■ 6. STATISTIQUES URBAINES	81
Qu'est-ce que l'audit urbain?	83
Unités spatiales	83
Indicateurs	84
Cadre temporel	84
Compétitivité des villes	84
Production	84
Facteurs de production	86
Résultats	92
Perspectives	92
■ 7. SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	95
Introduction	97
Recherche et développement	98
Ressources humaines en science et technologie	99
Brevets	102
Industries de haute technologie et services à forte intensité de connaissance	105
Conclusion	107
<i>Notes méthodologiques</i>	107
■ 8. STATISTIQUES STRUCTURELLES SUR LES ENTREPRISES	109
Introduction	111
La diversification de l'activité économique est la plus faible dans les petites régions touristiques et les régions des capitales	111
Le commerce de détail est l'activité principale dans plus de la moitié des régions	113
Beaucoup de régions sont hautement spécialisées dans une activité spécifique	113
Répartition relativement homogène des régions intensives en haute technologie entre les États membres	117
Coûts salariaux moyens: grandes différences parmi les régions intensives en haute technologie	118
Taux d'investissement dans les activités de haute technologie: Bruxelles en tête	120
Conclusion	120
<i>Notes méthodologiques</i>	122
■ 9. SANTÉ	125
Introduction	127
La mortalité dans les régions de l'Union	127

Cardiopathies ischémiques	128
Accidents	129
Les ressources en matière de santé dans les régions de l'Union	132
Sorties d'hôpital	132
Dentistes	134
Conclusion	134
<i>Notes méthodologiques</i>	135
■ 10. TRANSPORTS	137
Introduction	139
Réseau routier	139
Parc de véhicules	141
Sécurité routière	142
Transport maritime	144
Passagers aériens	146
Conclusion	148
<i>Notes méthodologiques</i>	149
■ 11. AGRICULTURE	151
Introduction	153
Notes méthodologiques	153
Structure des exploitations agricoles	154
Aspects environnementaux	160
Statistiques du développement rural	162
Le concept de l'OCDE	162
Le concept du degré d'urbanisation d'Eurostat	164
Conclusion	167
■ UNION EUROPÉENNE – Régions au niveau NUTS 2	169
■ PAYS CANDIDATS – Régions statistiques dans niveau 2	171

Introduction



Données statistiques au niveau régional

Une décision sur les Fonds structurels pour la période 2007-2013 a été prise en décembre 2005. Cette décision est fondée sur les statistiques régionales objectives établies par Eurostat, ce qui souligne l'importance des efforts que nous entreprenons pour offrir une large palette d'informations régionales comparables.

Le présent Annuaire illustre de nombreux aspects de ces données régionales et propose dans ses divers chapitres quelques-unes des analyses qu'elles permettent de réaliser. Mais nous invitons également le lecteur à poursuivre lui-même les analyses des données régionales fournies pour chacun des thèmes présentés ici. Nous espérons aussi que la présente publication l'incitera à explorer les bases de données statistiques d'Eurostat (accessibles gratuitement sur l'internet).

Conformément aux traditions établies, l'Annuaire régional essaie de renouveler quelque peu son contenu chaque année, tout en maintenant une structure inchangée pour l'essentiel. Ainsi, de nombreux sujets reviennent d'année en année, mais le thème ou le centre d'intérêt est toujours légèrement différent. Cette année encore, un thème complètement nouveau fait son apparition dans l'Annuaire des régions, à savoir la «productivité du travail», qui combine de façon très intéressante des statistiques relatives au produit intérieur brut (PIB) avec des statistiques du marché du travail. Ce type d'approche transversale faisant intervenir différents domaines statistiques pourrait, bien sûr, s'appliquer également à d'autres thèmes statistiques, mais cela fera l'objet d'une prochaine édition de l'Annuaire.

Quelques points marquants

Nous ne présenterons pas ici le contenu de tous les chapitres du présent Annuaire régional. Voici cependant quelques éléments pour éveiller votre curiosité et vous encourager à une lecture attentive:

- Le chapitre sur la population se concentre cette année sur les taux de dépendance des jeu-

nes et des personnes âgées dans les décennies à venir et met en évidence les changements radicaux de la société auxquels nous aurons à faire face.

- Le chapitre sur le PIB régional prête une attention particulière aux taux de croissance entre 1999 et 2003 et donne un aperçu intéressant des différences régionales.
- Le chapitre sur l'audit urbain examine de plus près la compétitivité des villes, en analysant divers aspects qui permettent de comparer des villes en concurrence entre elles.
- Le chapitre relatif à l'enquête structurelle sur les entreprises s'intéresse plus précisément à des régions spécialisées dans différentes activités industrielles et de services. Il met en lumière l'hétérogénéité des régions européennes en termes de processus de production et de compétences.

Classification régionale

Toutes les analyses régionales dans le présent Annuaire sont basées sur la nomenclature NUTS 2003. Entre-temps, les dix nouveaux États membres ont également été intégrés formellement dans la nouvelle classification régionale, grâce à une modification du règlement NUTS. Les textes du règlement et de sa modification sont disponibles sur le CD-ROM, tout comme l'annexe, qui dresse la liste des régions composant la nomenclature dans chaque pays.

Couverture

Aucune distinction n'est faite, dans l'Annuaire, entre les anciens États membres, les pays qui sont devenus des États membres en 2004 et ceux dont l'adhésion est attendue en 2007 ou 2008: à chaque fois que des données sont disponibles pour la Bulgarie et la Roumanie, il va de soi qu'elles sont également présentées dans les cartes et commentaires. En ce qui concerne la Turquie et la Croatie, la situation est quelque peu différente, car la quantité de données régionales reste trop faible pour justifier leur prise en compte dans les analyses.

Structure

Dans chaque chapitre, les ventilations régionales sont illustrées par des cartes en couleurs et des graphiques, accompagnés de commentaires d'évaluation rédigés par des experts. En accord avec les traditions établies, l'Annuaire s'est efforcé de mettre l'accent sur des aspects non abordés dans un passé récent.

En vue de faciliter la compréhension des cartes de l'Annuaire, les séries de données utilisées pour les établir sont fournies, sous forme de fichiers Excel, sur le CD-ROM.

Sur les cartes, les statistiques sont présentées au niveau NUTS 2. La jaquette de la publication contient une carte indiquant les codes des régions. Le lecteur trouvera en fin de publication une liste de toutes les régions NUTS 2 de l'Union européenne (UE), ainsi qu'une liste des régions statistiques du niveau 2 de la Bulgarie et de la Roumanie. Des informations détaillées complètes sur les ventilations régionales de tous ces pays, y compris les listes des régions de niveaux 2 et 3 et les cartes correspondantes, peuvent être consultées sur le serveur RAMON ⁽¹⁾.

Besoin d'informations plus détaillées?

La base de données publique REGIO, accessible sur le site internet d'Eurostat, contient des séries chronologiques plus étendues (pouvant remonter jusqu'à 1970) et des statistiques plus détaillées que celles fournies dans le présent Annuaire, telles que la population, les décès et les naissances par année d'âge, les résultats détaillés de l'enquête communautaire sur les forces de travail, etc. De plus, REGIO englobe une série d'indicateurs de niveau NUTS 3 (par exemple, la superficie, la population, les naissances et les décès, le produit intérieur brut ou le taux de chômage). Ces indicateurs sont importants, car l'UE ne compte pas moins de huit États membres (Danemark, Estonie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte et Slovénie) qui n'ont pas de ventilation au niveau 2.

Pour de plus amples renseignements sur le contenu de la base de données REGIO, veuillez consulter la publication d'Eurostat *Statistiques régionales et urbaines européennes — Guide de référence 2003*, dont une copie est disponible en format PDF sur le CD-ROM d'accompagnement.

Le lecteur est en outre invité à consulter la version internet des «Portraits des régions», qui présentent un profil régional de chaque région d'Europe ⁽²⁾. Ces profils des régions par sujet décrivent la géographie et l'histoire de la région, avant d'évaluer les forces et les faiblesses sur les plans démographique, économique et culturel. Parmi les aspects étudiés figurent le marché du travail, l'éducation, l'infrastructure et les ressources.

Groupe d'intérêt régional sur l'internet

L'équipe des statistiques régionales d'Eurostat gère un groupe d'intérêt accessible au public sur l'internet (site CIRCA), comportant de nombreux liens et documents utiles ⁽³⁾.

Parmi d'autres ressources, vous trouverez:

- une liste de tous les coordinateurs régionaux des États membres, des pays candidats et des pays de l'AELE;
- la dernière édition du guide de référence des statistiques régionales et urbaines;
- des présentations en PowerPoint des travaux d'Eurostat concernant les statistiques régionales et urbaines;
- la classification régionale NUTS pour les États membres et la classification régionale des pays candidats.

Date de clôture pour les données de l'Annuaire

Pour la présente édition, la date butoir a été fixée au 15 mai 2006.

¹ Voir http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/index.cfm?TargetUrl=DSP_PUB_WELC

² Voir <http://forum.europa.eu.int/irc/dsis/regportraits/info/data/en/index.htm>

³ Voir <http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/regstat/information>

Comptes des ménages

3.



Introduction: mesure de la richesse

L'un des objectifs principaux de la statistique régionale est de mesurer la richesse des régions. Il s'agit, en particulier, de fournir une base pour des mesures politiques destinées à soutenir les régions moins riches.

L'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer la richesse des régions est le produit intérieur brut (PIB) régional. Celui-ci est, en règle générale, exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA) et par habitant, afin de rendre les données comparables entre les régions.

Le PIB régional par habitant, utilisé comme indicateur de richesse, possède toutefois quelques caractéristiques indésirables. L'une d'entre elles réside dans le fait que l'on divise un chiffre fondé sur l'emploi (le PIB réalisé dans la région) par un chiffre fondé sur la résidence (la population résidant dans la région). Cette incohérence prend de l'importance dès lors qu'il existe un solde de navetteurs, c'est-à-dire qu'une région compte, sur son territoire, plus ou moins de travailleurs que de résidents. L'exemple le plus frappant est constitué par la région anglaise Inner London, qui affiche le PIB par habitant de loin le plus élevé. Cela ne signifie toutefois aucunement que les habitants de cette même région bénéficient d'un niveau de revenus correspondant, car des milliers de navetteurs se rendent chaque jour à Londres pour y travailler, mais habitent dans les régions avoisinantes. Les régions Hamburg (Allemagne), Wien (Autriche), Luxembourg ou Praha (République tchèque) peuvent également être citées comme exemples à cet égard.

Hormis les flux de navetteurs, d'autres facteurs peuvent également faire en sorte que la répartition régionale de la richesse réelle ne corresponde pas à celle du PIB. Parmi ces facteurs figurent, par exemple, les revenus provenant des loyers, intérêts ou dividendes qui reviennent aux résidents d'une région déterminée, mais sont payés par les résidents d'autres régions. Ainsi, il est intéressant de comparer le PIB régional à la répartition régionale du revenu des ménages.

Revenu des ménages privés

Dans les économies de marché disposant d'un mécanisme de redistribution par l'État, on distingue deux types de répartition du revenu des ménages privés.

La distribution **primaire** du revenu donne le revenu des ménages privés résultant directement des opérations sur le marché, à savoir de l'achat et de la vente de facteurs de production et de biens. Il convient de mentionner ici avant tout les rémunérations des salariés. Les ménages privés peuvent, de plus, percevoir des revenus de la propriété, tels que des intérêts ou des dividendes. Enfin, il existe également un revenu résultant de l'excédent d'exploitation ou d'activités indépendantes. Du côté du passif, il faut enregistrer les intérêts à payer par les ménages privés. Le solde de toutes ces transactions correspond au **revenu primaire** des ménages privés.

Le revenu primaire constitue le point de départ de la distribution **secondaire** du revenu, qui décrit le mécanisme de redistribution par l'État. L'ensemble des prestations sociales monétaires

et des transferts dont bénéficient les ménages s'ajoute à ce revenu primaire. À partir de ce dernier, les ménages doivent, par ailleurs, payer des impôts sur le revenu et le patrimoine, s'acquitter de cotisations sociales et réaliser des transferts. La somme subsistant à l'issue de ces transactions, c'est-à-dire le solde, est appelée **revenu disponible** des ménages privés.

Résultats pour l'année 2003

Eurostat ne dispose que depuis quelques années de données ventilées par région pour ces différentes catégories de revenus des ménages privés. Ces données sont collectées au niveau NUTS 2, dans le cadre des comptes régionaux. Plusieurs États membres ont bénéficié jusqu'à récemment de dérogations leur permettant de transmettre les données dans un délai supérieur à celui de vingt-quatre mois après l'année de référence, fixé par le règlement, ou les dispensant même de toute transmission; d'autres États membres n'ont pas toujours respecté le délai prévu dans le règlement.

Aucune donnée au niveau régional NUTS 2 n'est encore disponible pour les régions suivantes: départements français d'outre-mer, Provincia Autonoma Bolzano/Bozen et Provincia Autonoma Trento en Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Slovénie et Bulgarie. De ce fait, il n'existe toujours pas de données relatives à l'EU-25 pour ce domaine des comptes régionaux. Par conséquent, les commentaires du présent chapitre se rapportent aux vingt et un autres États membres, ainsi qu'à la Roumanie.

Revenu primaire et revenu disponible

La carte 3.1 fournit une vue d'ensemble du revenu primaire des régions NUTS 2 des vingt-deux pays pris en considération dans cette publication. On distingue nettement la présence de pôles de prospérité dans le sud de l'Angleterre, à Paris et en Alsace, dans le nord de l'Italie, à Vienne, à Madrid et dans les régions espagnoles País

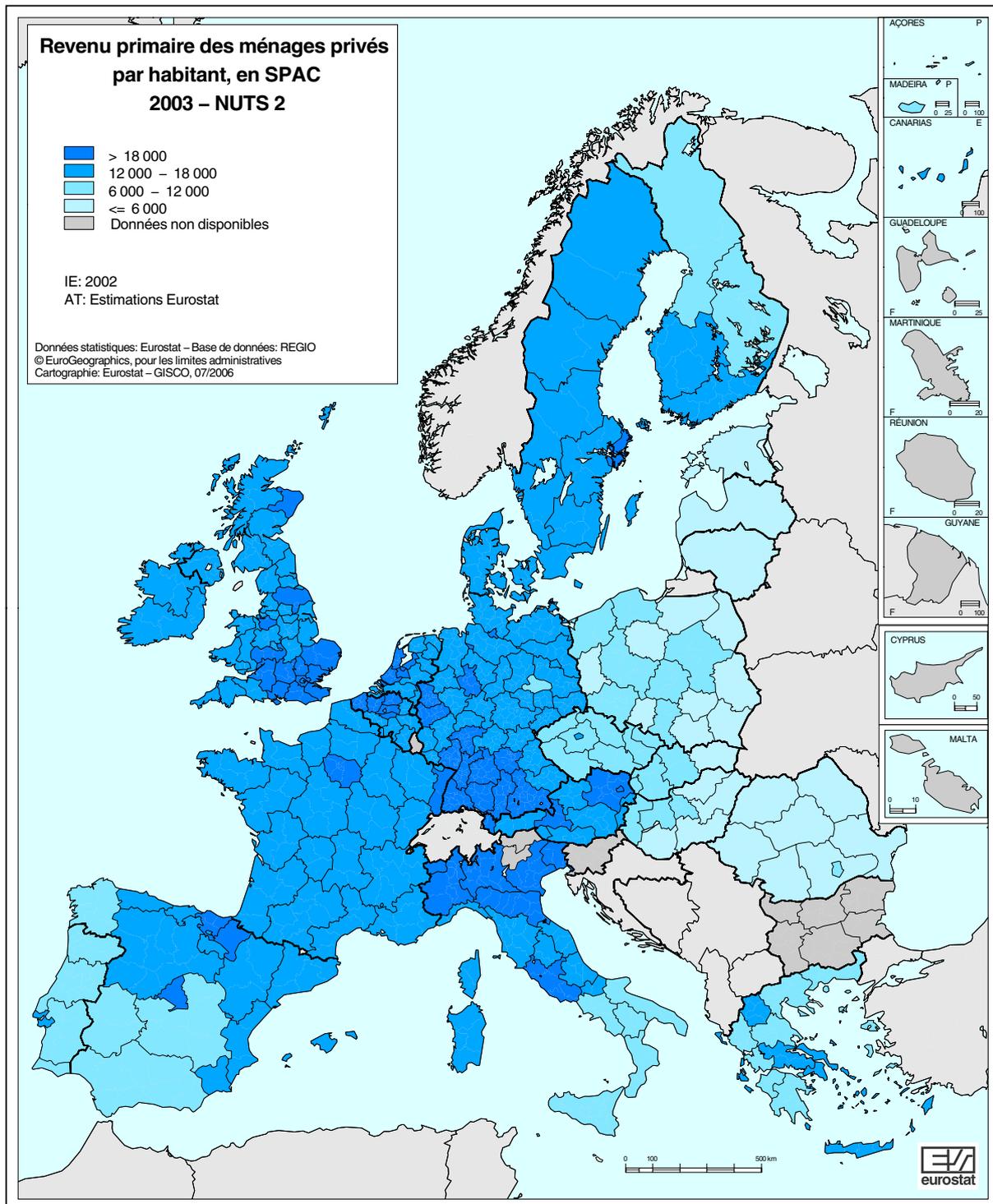
Vasco et Comunidad Foral de Navarra, dans les régions flamandes de Belgique, dans l'ouest des Pays-Bas, à Stockholm, ainsi que dans les régions allemandes Nordrhein-Westfalen, Hessen, Baden-Württemberg et Bayern. Les disparités nord-sud en Italie et ouest-est en Allemagne sont également flagrantes, alors que la répartition régionale est relativement homogène en France. Au Royaume-Uni, un clivage sud-nord est visible, quoique dans une moindre mesure qu'en Italie et en Allemagne.

En revanche, dans les nouveaux États membres, le revenu primaire des ménages est nettement inférieur à la moyenne de l'Union. Les régions présentant manifestement une richesse supérieure à la moyenne sont essentiellement celles autour des capitales, en particulier Praha (République tchèque), Közép-Magyarország (Hongrie), Mazowieckie (Pologne) et București (Roumanie). Il apparaît, en outre, que les régions périphériques orientales de certains nouveaux États membres accusent un retard supplémentaire par rapport à la moyenne nationale du pays concerné.

L'intervalle de variation des valeurs régionales va de 2 495 standards de pouvoir d'achat relatif à la consommation (SPAC) par habitant dans le nord-est de la Roumanie à 27 818 SPAC dans la région britannique Inner London. Sur les dix régions ayant les plus hauts revenus par habitant, pas moins de cinq sont situées au Royaume-Uni, deux respectivement en Belgique et en Allemagne et une en France.

Une comparaison entre le revenu primaire et le revenu disponible (voir carte 3.2) montre l'effet de nivellement induit par les interventions de l'État. Cette influence permet une hausse très nette du niveau de revenu relatif dans le sud de l'Italie, dans le centre et le sud de l'Espagne ainsi que dans la région Galicia, dans l'ouest et le nord du Royaume-Uni, de même que dans certaines parties d'Allemagne orientale et de Grèce centrale. Grâce aux interventions étatiques, plusieurs régions du nord et de l'ouest de l'Allemagne se hissent dans la même catégorie que la prospère partie sud-ouest du pays.

Des effets similaires peuvent être observés dans les nouveaux États membres, en particulier en Hongrie, en Slovaquie et dans la plupart des régions de Pologne. Le nivellement des revenus privés y est cependant généralement moins marqué que dans les pays de l'EU-15.

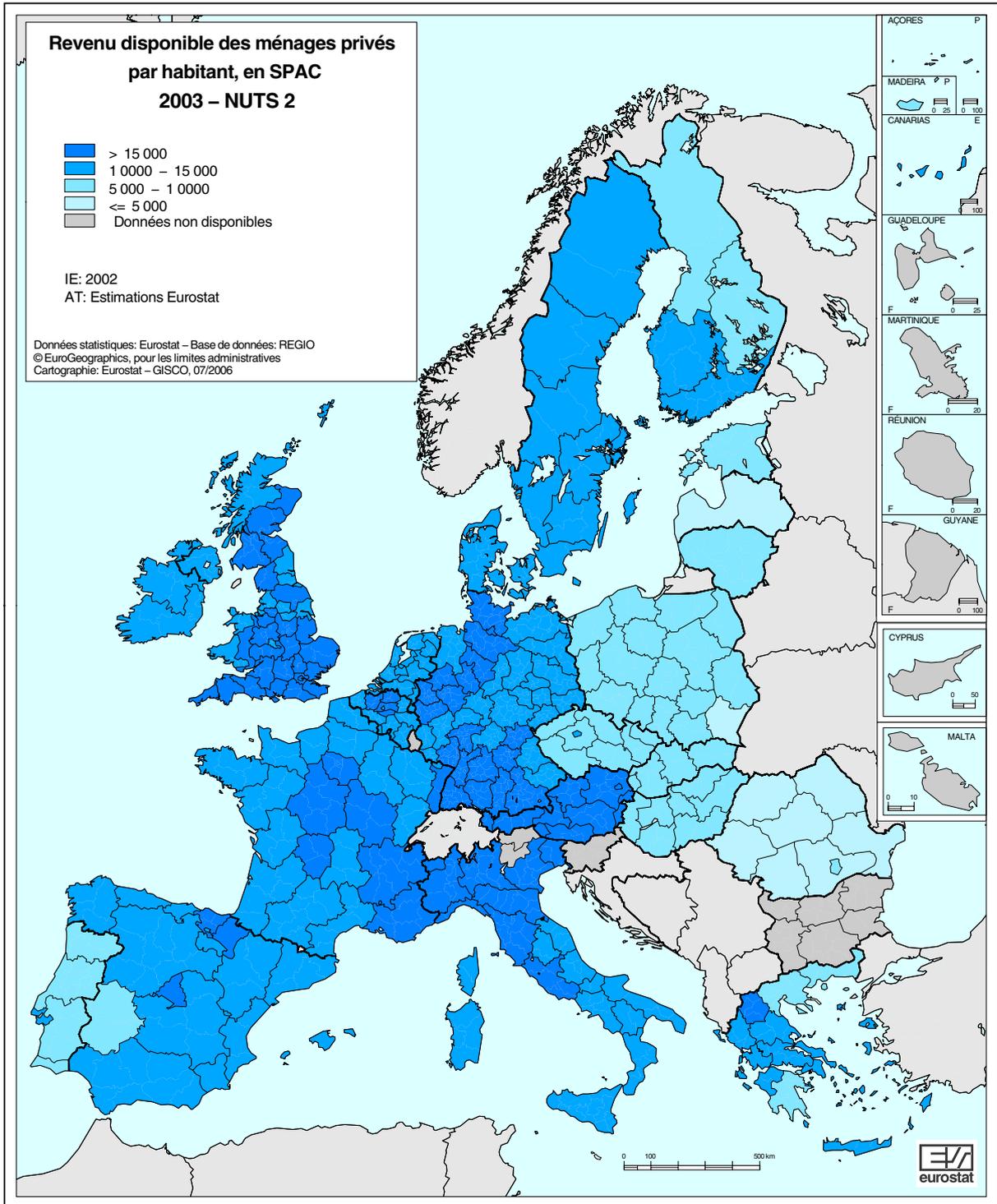


Carte 3.1

Malgré l'action redistributrice de l'État, la majorité des régions de capitales conservent leur position prédominante, affichant le plus haut revenu disponible du pays considéré.

L'intervalle de variation des valeurs régionales s'étend de 2 547 SPAC par habitant dans le nord-est de la Roumanie à 21 659 SPAC dans la région britannique Inner London. Sur les dix régions ayant les plus hauts revenus disponibles par habitant, six se trouvent au Royaume-Uni, deux

en Italie et une, respectivement, en France et en Autriche. L'accession des deux régions italiennes Emilia-Romagna et Lombardia au groupe des dix régions de tête, tout comme la sortie de ce groupe des deux régions allemandes Stuttgart et Oberbayern, s'expliquent par le fait que le rapprochement des revenus privés opéré par les interventions étatiques est nettement moins important en Italie qu'en Allemagne. Au sein des nouveaux États membres, la région tchèque



Carte 3.2

Praha continue d'avoir le revenu disponible le plus élevé (11 214 SPAC par habitant).

L'intervention de l'État réduit sensiblement l'écart entre la valeur régionale la plus haute et la valeur régionale la plus basse des vingt-deux pays examinés ici, lequel passe d'un facteur de 11,2 environ à un facteur de 8,5. À l'intérieur des différents pays, ce facteur est naturellement bien inférieur, mais il n'en varie pas moins considérablement d'un pays à l'autre. Le graphique 3.1 donne un aperçu de

l'intervalle de variation du revenu disponible par habitant entre les régions qui, dans chaque pays, enregistrent la valeur la plus élevée et la plus faible. Il apparaît que l'écart de richesse entre régions d'un même pays est le plus prononcé en Roumanie, où il atteint un facteur de 2,05, ce qui signifie que les revenus sont plus de deux fois plus hauts dans la région București que dans le nord-est du pays. Parmi les cinq pays accusant les plus gros écarts de revenus, ne figure aux côtés de la



Roumanie, de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie qu'un seul État membre de l'EU-15, à savoir l'Italie; dans chacun des quatre derniers pays précités, la valeur régionale la plus élevée est supérieure d'environ 75 % à la valeur la plus basse. La Pologne présente, avec un écart de 64 %, les plus faibles disparités régionales au sein des nouveaux États membres et talonne ainsi de très près l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Belgique et en Finlande, les écarts régionaux, qui s'établissent à des valeurs comprises entre 53 et 41 %, sont relativement proches les uns des autres. Les plus petits écarts de revenus entre les régions se rencontrent en Irlande, en Autriche, aux Pays-Bas et en Suède, où les valeurs maximales sont de 11 à 32 % supérieures aux valeurs minimales.

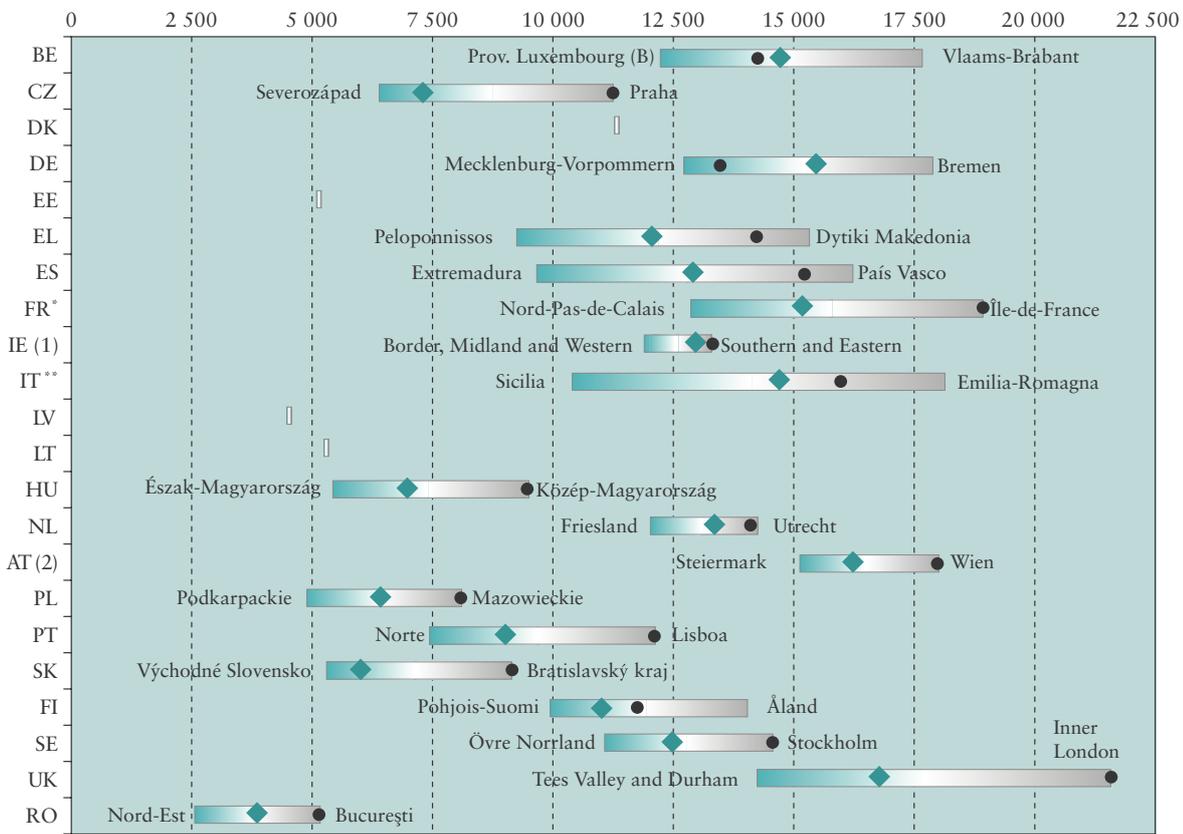
Le graphique 3.1 fait ressortir, par ailleurs, que, dans onze des dix-huit pays comportant plusieurs régions de niveau NUTS 2, les capitales affichent également les valeurs de revenus les plus élevées. Ce groupe comprend notamment tous les nouveaux États membres de taille relativement importante, ainsi que la Roumanie. La prédomi-

nance économique des régions de capitales peut aussi être mise en évidence en comparant leurs valeurs de revenus aux moyennes nationales. Dans trois pays (Roumanie, République tchèque et Slovaquie), les capitales dépassent les valeurs nationales de plus de 50 %. Des valeurs inférieures aux moyennes nationales ne sont relevées que dans deux pays (Belgique et Allemagne).

La carte 3.3 représente le rapport entre le revenu disponible et le revenu primaire. Ce rapport donne une idée de l'impact des interventions de l'État et des autres transferts monétaires. On note de grandes différences entre les régions des États membres. Dans les capitales et d'autres régions prospères des pays de l'EU-15, le revenu disponible est presque toujours inférieur à 80 % du revenu primaire. Des pourcentages plus élevés s'observent dans les régions économiquement moins riches, surtout à la périphérie-sud de l'Union, dans l'ouest du Royaume-Uni et dans l'est de l'Allemagne.

Dans les nouveaux États membres, la redistribution régionale est quelque peu plus limitée que

Graphique 3.1: Revenu disponible des menages privés par habitant (en SPAC) 2003, NUTS niveau 2



* sans Départements d'Outre-Mer
** sans Bolzano et Trento

(1) 2002

(2) Estimations Eurostat

◆ Moyenne de toutes les régions du pays

● Région de la capitale du pays

ser le revenu primaire et que les autres transferts (tels que les virements effectués par des personnes travaillant temporairement dans d'autres régions) peuvent aussi, dans certains cas, jouer un rôle non négligeable (en Pologne, au Portugal et en Roumanie, par exemple). La carte 3.3 montre clairement qu'il s'agit là souvent des régions moins prospères des pays concernés.

Revenu et prestations sociales

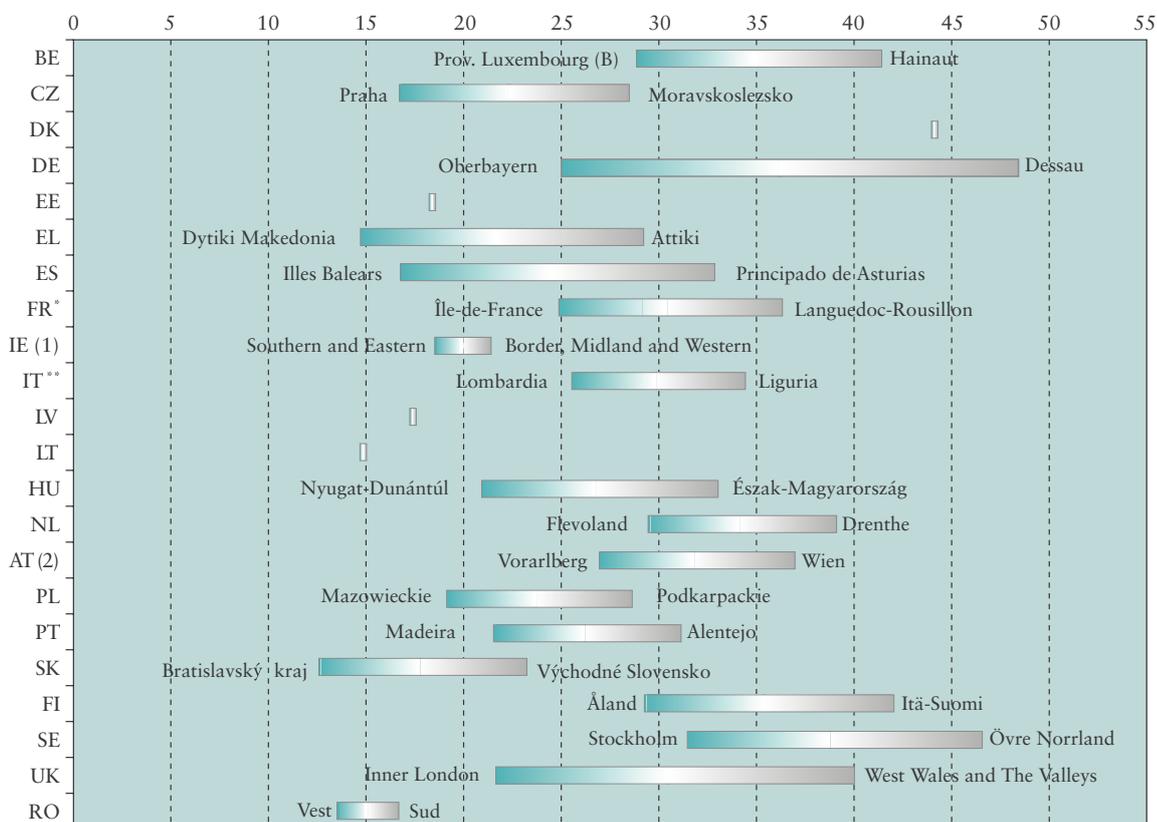
L'État intervient dans la répartition du revenu non seulement en prélevant des impôts sur le revenu et le patrimoine, mais également en procédant à des transferts sociaux monétaires. Tant le volume que la répartition régionale de ces prestations sociales révèlent des différences caractéristiques entre les pays examinés ici. Alors que lesdites prestations représentent, par exemple, quelque 44 % du revenu disponible au Danemark et environ 38 % en Suède, leur niveau varie de 25 à 35 % dans la

plupart des autres États membres de l'EU-15. Les nouveaux États membres se caractérisent par des parts comprises entre 25 % (Hongrie) et 15 % (Roumanie).

Au niveau régional, les prestations sociales s'échelonnent entre 48 % (Dessau, en Allemagne) et 13 % (Bratislavský kraj, en Slovaquie) du revenu disponible. On constate une nette concentration des valeurs élevées dans des régions connaissant des problèmes structurels, au premier rang desquels figurent des revenus bas et un chômage important. Les plus fortes valeurs (de 45 à 48 %) sont enregistrées dans l'est de l'Allemagne et le nord de la Suède et les plus faibles (de 13 à 16 %) en Roumanie, en Slovaquie et en Lituanie. Il apparaît donc que, dans la plupart des nouveaux États membres, des limites encore relativement étroites sont fixées à la redistribution étatique. Seules quelques régions de République tchèque et de Hongrie atteignent, avec des valeurs voisines de 30 %, le niveau de prestations sociales habituel pour les pays de l'EU-15.

Si le niveau des prestations sociales étatiques fait ressortir une structure régionale plausi-

Graphique 3.2: Prestations sociales en pourcentage du revenu disponible des ménages privés 2003 – NUTS 2

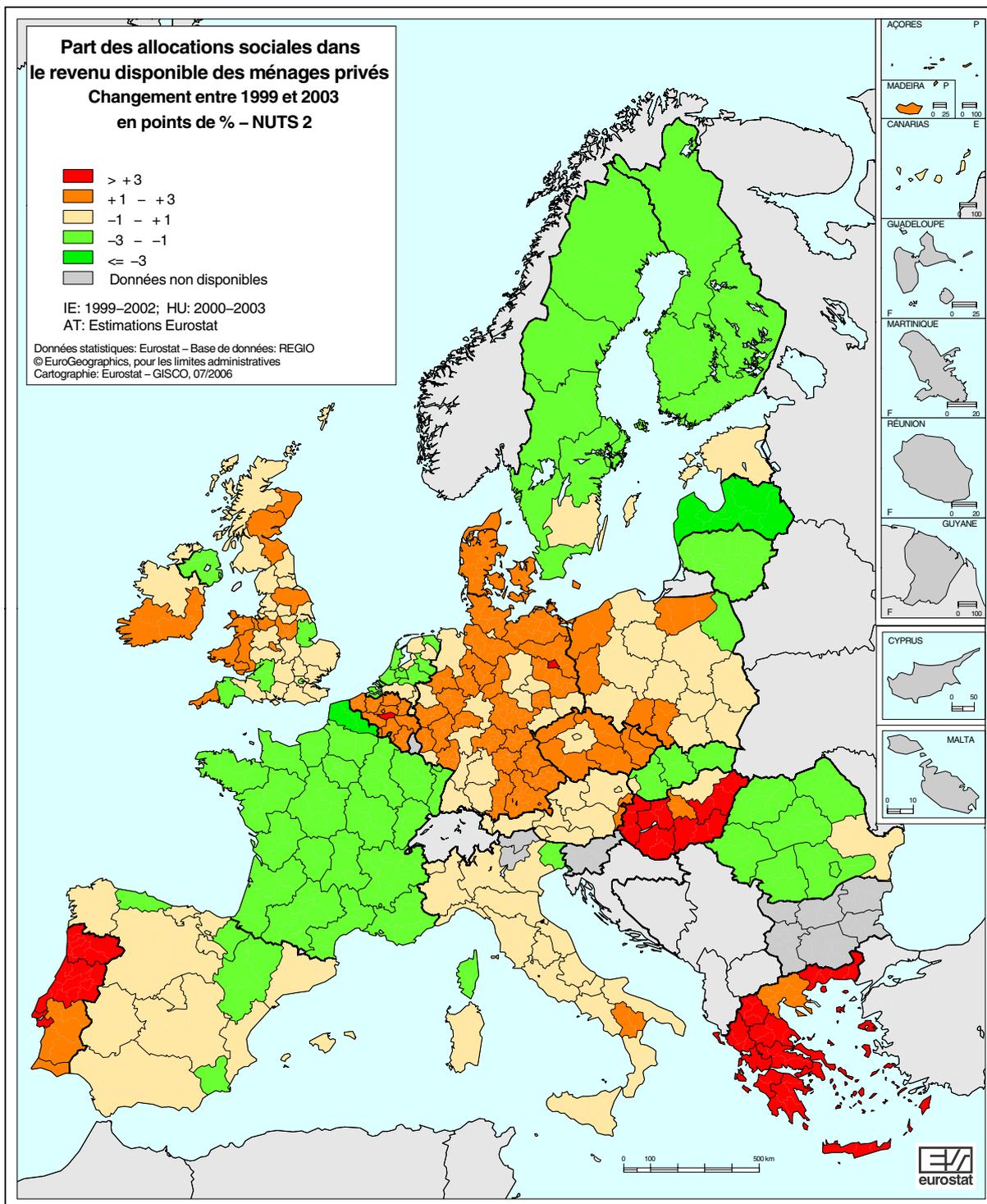


* sans Départements d'Outre-Mer
 ** sans Bolzano et Trento

(1) 2002
 (2) Estimations Eurostat

ble dans la plupart des pays, leur évolution à moyen terme montre une situation moins homogène. La carte 3.4 présente, au moyen d'une comparaison sur quatre ans (2003 par rapport à 1999), l'évolution de la part des prestations sociales dans le revenu disponible. Les régions dans lesquelles cette part a augmenté de plus de 1 point de pourcentage sont représentées en orange et en rouge, tandis que celles où cette même part a diminué d'au moins 1 point de

pourcentage figurent en vert. On distingue clairement que les augmentations relatives des prestations sociales interviennent à la fois dans les régions confrontées à des problèmes économiques et dans celles ayant connu un développement comparativement positif. Par ailleurs, dans les pays à niveau de revenus élevés (Allemagne, Italie et Royaume-Uni, par exemple), la part des prestations sociales évolue aussi bien à la hausse qu'à la baisse.



Carte 3.4

Un certain nombre d'évolutions marquantes peuvent néanmoins être signalées. La part des prestations sociales a ainsi augmenté de manière significative dans l'ensemble des régions grecques, irlandaises et hongroises, de même que dans la majorité des régions tchèques et belges; dans ces pays se font ressentir les effets d'une politique sociale active, s'appuyant sur un accroissement de la richesse économique globale. Au Portugal, en Allemagne et dans certaines régions périphériques de Pologne également, une hausse sensible des prestations sociales est visible; celle-ci s'explique toutefois non pas par une marge de manœuvre accrue pour les redistributions, mais par la nécessité d'amortir les conséquences d'une évolution globalement peu satisfaisante par une augmentation des prestations sociales. En Allemagne, des effets indésirables semblent en avoir résulté, dans la mesure où des prestations sociales continuant de croître ont été transférées à des régions disposant d'ores et déjà d'un haut niveau de revenus (Bayern et Hessen, en particulier).

Les diminutions relatives des prestations sociales étatiques s'observent avant tout dans une série de régions à évolution économique favorable, comprenant notamment les pays baltes, la plupart des régions slovaques, ainsi que quelques régions britanniques et espagnoles. En revanche, la baisse des prestations sociales en France et en Roumanie est plutôt surprenante et témoigne du fait que la situation budgétaire de ces États a imposé des limites étroites à la mise en œuvre d'une politique sociale plus active.

Le processus de rattrapage ne concerne pas tous les nouveaux États membres

La carte 3.5 indique, grâce à une comparaison sur quatre ans, l'évolution, entre 1999 et 2003, du revenu disponible par habitant (exprimé en SPAC) par rapport à la moyenne de vingt et un États membres. Comme aucune donnée n'est encore disponible pour Chypre, le Luxembourg, Malte et la Slovénie, une moyenne spéciale «EU-21» a dû être utilisée. Cette dernière peut cepen-

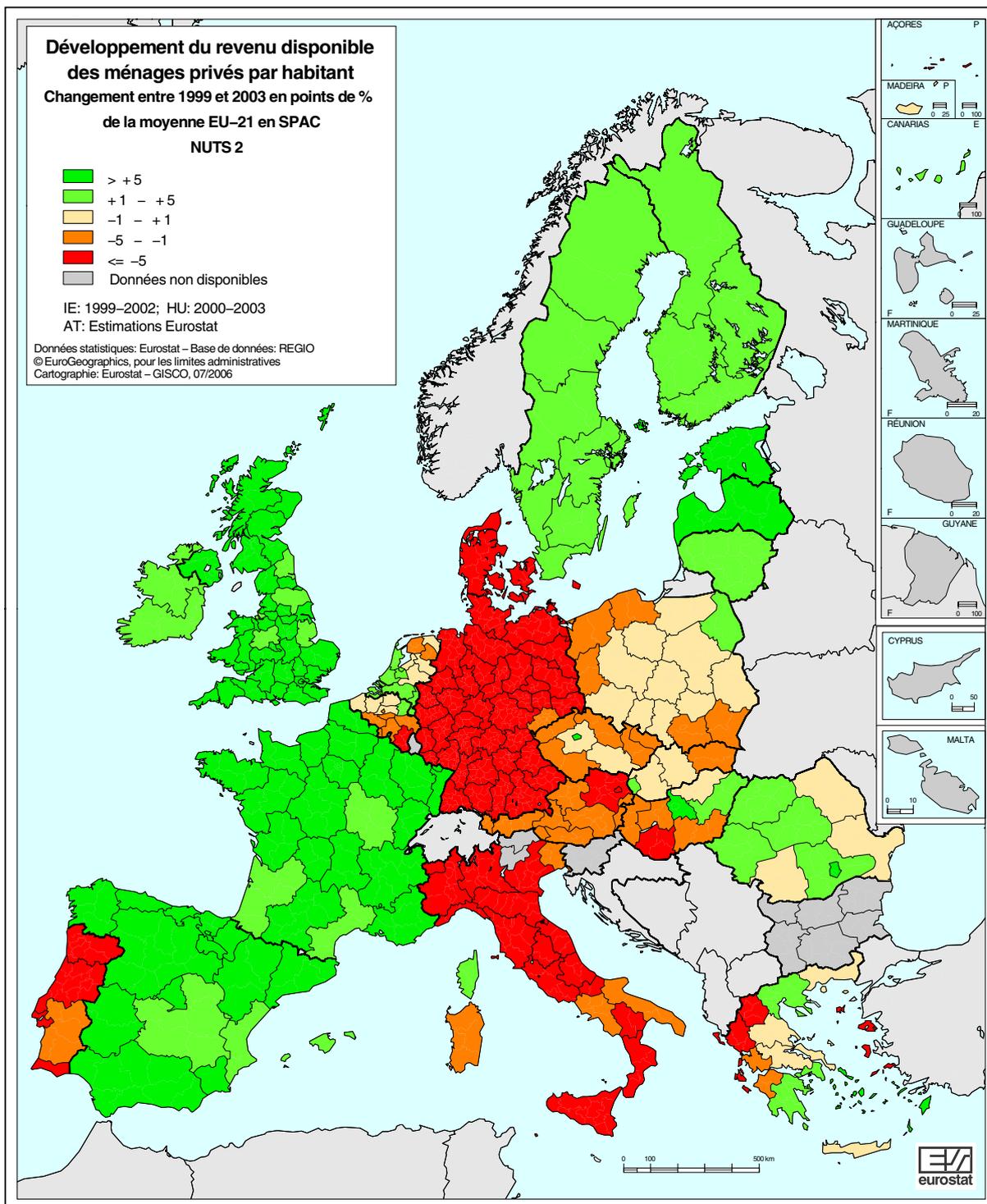
dant être considérée comme une approximation de la moyenne EU-25, vu que la population de ces quatre États membres réunis est inférieure à 1 % de la population totale de l'EU-25.

Les régions dont le revenu disponible par habitant a, durant la période 1999-2003, augmenté de plus de 1 point de pourcentage par rapport à la moyenne sont représentées en vert et celles dont le revenu disponible par habitant a diminué d'au moins 1 point de pourcentage figurent en orange et en rouge. L'éventail des variations va de + 15 points de pourcentage pour la région britannique Bedfordshire and Hertfordshire à - 14 points de pourcentage pour la région hongroise Dél-Dunántúl. La carte met en évidence, tant dans les pays de l'EU-15 que dans les nouveaux États membres, une évolution relative très contrastée des revenus privés.

Dans les pays de l'EU-15, on remarque surtout l'évolution peu satisfaisante en Allemagne, en Italie et au Portugal, où même des régions n'ayant qu'un niveau de revenu moyen ont perdu 5 à 10 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'UE. Les pertes intervenues au Danemark (- 7,5) ou dans les régions Wien (- 8) et Niederösterreich (- 5) sont, par contre, moins graves, car ces régions ont un niveau de revenus très élevés.

En ce qui concerne les nouveaux États membres, d'importants processus de rattrapage peuvent certes être constatés dans les pays baltes, lesquels affichent des hausses de 5 à 7,5 points de pourcentage, mais cela ne signifie pas que d'autres régions ont connu une évolution positive similaire. La République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie ont ainsi accusé globalement une légère perte par rapport à la moyenne de l'UE. En Pologne, les niveaux de revenu de douze des seize voïvodies ont enregistré des reculs allant jusqu'à 3 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'UE; seules quatre voïvodies ont réussi à améliorer leur position relative, et une seule d'entre elles (Podlaskie) a pu gagner plus de 1 point de pourcentage. Il est possible que cette région ait profité du développement dynamique de la Lituanie voisine.

Les chiffres pour la Roumanie révèlent, au contraire, une évolution fort encourageante. La région București présente la plus forte amélioration relative (+ 8,6 points de pourcentage) de toutes les régions extérieures aux pays de l'EU-15, et même l'est du pays est parvenu à suivre l'évolution moyenne du revenu de l'UE.



Carte 3.5

La poursuite du creusement de l'écart de richesse entre la capitale et les parties plus pauvres du pays constitue néanmoins un problème structurel persistant.

Au total, l'évolution entre 1999 et 2003 a conduit à un léger aplatissement à l'extrémité supérieure de la distribution régionale du revenu: alors que 38 régions avaient encore des revenus disponibles supérieurs à 125 % de la moyenne en 1999, elles n'étaient plus que 31

en 2003. Il n'en va toutefois pas de même pour l'extrémité inférieure de la distribution, où le nombre de régions à revenus inférieurs à 50 % de la moyenne s'est élevé de 31 à 34. En raison de l'évolution dynamique des régions ayant les plus hauts revenus, au sein du Royaume-Uni surtout, l'écart entre les deux valeurs extrêmes (Inner London et Nord-Est en Roumanie) s'est légèrement accentué, passant d'un facteur de 8,3 à un facteur de 8,5.

Résumé

La distribution régionale des revenus disponibles des ménages diffère, dans toute une série de régions NUTS 2, de celle du produit intérieur brut. Cette différence est due tout d'abord aux interventions de l'État sous forme de transferts sociaux monétaires et de prélèvement d'impôts directs, qui entraînent un important nivellement entre les régions. Dans certains cas, d'autres transferts et des flux de revenus d'autres types, dont les ménages privés bénéficient alors que ces revenus ne proviennent pas de leur région, peuvent cependant également jouer un rôle considérable.

L'ensemble des interventions de l'État et des autres influences ont pour conséquence que le revenu disponible varie d'un facteur de 8,5 environ entre la région la plus prospère et la région économiquement la plus faible, tandis que le revenu primaire par habitant présente un écart allant jusqu'à un facteur de 11,2. On peut donc retenir que l'effet d'aplatissement de la distribution régionale du revenu, recherché dans la plupart des pays, est obtenu.

Dans les nouveaux États membres, le niveau de revenus des ménages privés demeure largement moins élevé que dans les pays de l'EU-15; seu-

les quelques régions de capitales atteignent des valeurs de revenus dépassant les deux tiers de la moyenne de l'UE.

Une analyse sur une période de quatre ans allant de 1999 à 2003 montre que, dans les régions des nouveaux États membres, à l'exception des pays baltes, les revenus ne rattrapent que lentement leur retard par rapport aux pays de l'EU-15. La majorité des régions polonaises, ainsi que certaines régions tchèques, hongroises et slovaques ont même régressé par rapport à la moyenne de l'UE. En Roumanie, par contre, un processus mesurable de rattrapage semble s'être amorcé et, fait réjouissant, il ne se limite pas à la seule région capitale de Bucureşti.

Du fait de l'évolution dynamique au Royaume-Uni, l'écart entre les revenus les plus hauts et les plus bas a légèrement augmenté entre 1999 et 2003, passant d'un facteur de 8,3 à un facteur de 8,5.

S'agissant de la disponibilité des données sur le revenu, il est à noter que tant l'exhaustivité que la longueur des séries chronologiques s'améliorent peu à peu. Dès qu'un ensemble de données complet sera disponible, les statistiques sur le revenu des ménages privés pourraient être prises en considération, en complément de celles sur le produit intérieur brut, pour étayer la prise de décisions relatives aux mesures de politique régionale.

L'unité de mesure pour les comparaisons régionales

Lors d'une analyse du revenu des ménages, il faut d'abord décider dans quelle unité les données devraient être exprimées pour rendre pertinentes les comparaisons entre régions.

Aux fins des comparaisons interrégionales, le produit intérieur brut régional est généralement exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA). L'objectif est de permettre des comparaisons en termes de volume. Il faudrait procéder de la même manière avec les variables du revenu des ménages privés, afin de pouvoir les comparer entre elles et avec le PIB régional.

Nous nous heurtons cependant ici à un problème: les SPA sont conçus de telle façon qu'ils s'appliquent au PIB dans sa

totalité. Le calcul s'effectue suivant l'approche des dépenses, et les SPA ne sont subdivisés que du côté des dépenses.

Or, dans les comptes régionaux, l'optique des dépenses ne peut pas être utilisée, car elle suppose la disponibilité d'informations sur les flux d'importation et d'exportation régionaux. Ces données faisant défaut au niveau régional, les comptes régionaux ne sont calculés que selon l'optique de la production, si bien qu'il n'y a pas de correspondance exacte entre les variables du revenu et les SPA. Ces derniers n'existent que pour la consommation privée.

Partant de l'hypothèse que ces différences conceptuelles ne sont pas très importantes, Eurostat convertit les variables du revenu des ménages privés au moyen de la composante de la consommation des SPA, appelée SPAC (standard de pouvoir d'achat relatif à la consommation).

UNION EUROPÉENNE – Régions au niveau NUTS 2

BE10	Région de Bruxelles-Capitale/Brussels Hoofdstedelijk Gewest	DEB2	Trier	FR26	Bourgogne
BE21	Prov. Antwerpen	DEB3	Rheinhesen-Pfalz	FR30	Nord - Pas-de-Calais
BE22	Prov. Limburg (BE)	DEC0	Saarland	FR41	Lorraine
BE23	Prov. Oost-Vlaanderen	DED1	Chemnitz	FR42	Alsace
BE24	Prov. Vlaams-Brabant	DED2	Dresden	FR43	Franche-Comté
BE25	Prov. West-Vlaanderen	DED3	Leipzig	FR51	Pays de la Loire
BE31	Prov. Brabant Wallon	DEE1	Dessau	FR52	Bretagne
BE32	Prov. Hainaut	DEE2	Halle	FR53	Poitou-Charentes
BE33	Prov. Liège	DEE3	Magdeburg	FR61	Aquitaine
BE34	Prov. Luxembourg (BE)	DEF0	Schleswig-Holstein	FR62	Midi-Pyrénées
BE35	Prov. Namur	DEG0	Thüringen	FR63	Limousin
CZ01	Praha	EE00	Eesti	FR71	Rhône-Alpes
CZ02	Střední Čechy	GR11	Anatoliki Makedonia, Thraki	FR72	Auvergne
CZ03	Jihozápad	GR12	Kentriki Makedonia	FR81	Languedoc-Roussillon
CZ04	Severozápad	GR13	Dytiki Makedonia	FR82	Provence-Alpes-Côte d'Azur
CZ05	Severovýchod	GR14	Thessalia	FR83	Corse
CZ06	Jihovýchod	GR21	Ipeiros	FR91	Guadeloupe
CZ07	Střední Morava	GR22	Ionia Nisia	FR92	Martinique
CZ08	Moravskoslezsko	GR23	Dytiki Ellada	FR93	Guyane
DK00	Danmark	GR24	Stereia Ellada	FR94	Réunion
DE11	Stuttgart	GR25	Peloponnisos	IE01	Border, Midland and Western
DE12	Karlsruhe	GR30	Attiki	IE02	Southern and Eastern
DE13	Freiburg	GR41	Voreio Aigaio	ITC1	Piemonte
DE14	Tübingen	GR42	Notio Aigaio	ITC2	Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste
DE21	Oberbayern	GR43	Kriti	ITC3	Liguria
DE22	Niederbayern	ES11	Galicia	ITC4	Lombardia
DE23	Oberpfalz	ES12	Principado de Asturias	ITD1	Provincia Autonoma Bolzano/Bozen
DE24	Oberfranken	ES13	Cantabria	ITD2	Provincia Autonoma Trento
DE25	Mittelfranken	ES21	País Vasco	ITD3	Veneto
DE26	Unterfranken	ES22	Comunidad Foral de Navarra	ITD4	Friuli-Venezia Giulia
DE27	Schwaben	ES23	La Rioja	ITD5	Emilia-Romagna
DE30	Berlin	ES24	Aragón	ITE1	Toscana
DE41	Brandenburg — Nordost	ES30	Comunidad de Madrid	ITE2	Umbria
DE42	Brandenburg — Südwest	ES41	Castilla y León	ITE3	Marche
DE50	Bremen	ES42	Castilla-La Mancha	ITE4	Lazio
DE60	Hamburg	ES43	Extremadura	ITF1	Abruzzo
DE71	Darmstadt	ES51	Cataluña	ITF2	Molise
DE72	Gießen	ES52	Comunidad Valenciana	ITF3	Campania
DE73	Kassel	ES53	Illes Balears	ITF4	Puglia
DE80	Mecklenburg-Vorpommern	ES61	Andalucía	ITF5	Basilicata
DE91	Braunschweig	ES62	Región de Murcia	ITF6	Calabria
DE92	Hannover	ES63	Ciudad Autónoma de Ceuta	ITG1	Sicilia
DE93	Lüneburg	ES64	Ciudad Autónoma de Melilla	ITG2	Sardegna
DE94	Weser-Ems	ES70	Canarias	CY00	Kypros/Kıbrıs
DEA1	Düsseldorf	FR10	Île-de-France	LV00	Latvija
DEA2	Köln	FR21	Champagne-Ardenne	LT00	Lietuva
DEA3	Münster	FR22	Picardie	LU00	Luxembourg (Grand-Duché)
DEA4	Detmold	FR23	Haute-Normandie	HU10	Közép-Magyarország
DEA5	Arnsberg	FR24	Centre	HU21	Közép-Dunántúl
DEB1	Koblenz	FR25	Basse-Normandie	HU22	Nyugat-Dunántúl

HU23	Dél-Dunántúl	PT15	Algarve	UKF2	Leicestershire, Rutland and Northamptonshire
HU31	Észak-Magyarország	PT16	Centro (PT)	UKF3	Lincolnshire
HU32	Észak-Alföld	PT17	Lisboa	UKG1	Herefordshire, Worcestershire and Warwickshire
HU33	Dél-Alföld	PT18	Alentejo	UKG2	Shropshire and Staffordshire
MT00	Malta	PT20	Região Autónoma dos Açores	UKG3	West Midlands
NL11	Groningen	PT30	Região Autónoma da Madeira	UKH1	East Anglia
NL12	Friesland	SI00	Slovenija	UKH2	Bedfordshire and Hertfordshire
NL13	Drenthe	SK01	Bratislavský kraj	UKH3	Essex
NL21	Overijssel	SK02	Západné Slovensko	UKI1	Inner London
NL22	Gelderland	SK03	Stredné Slovensko	UKI2	Outer London
NL23	Flevoland	SK04	Východné Slovensko	UKJ1	Berkshire, Buckinghamshire and Oxfordshire
NL31	Utrecht	FI13	Itä-Suomi	UKJ2	Surrey, East and West Sussex
NL32	Noord-Holland	FI18	Etelä-Suomi	UKJ3	Hampshire and Isle of Wight
NL33	Zuid-Holland	FI19	Länsi-Suomi	UKJ4	Kent
NL34	Zeeland	FI1A	Pohjois-Suomi	UKK1	Gloucestershire, Wiltshire and North Somerset
NL41	Noord-Brabant	FI20	Åland	UKK2	Dorset and Somerset
NL42	Limburg (NL)	SE01	Stockholm	UKK3	Cornwall and Isles of Scilly
AT11	Burgenland	SE02	Östra Mellansverige	UKK4	Devon
AT12	Niederösterreich	SE04	Sydsverige	UKL1	West Wales and the Valleys
AT13	Wien	SE06	Norra Mellansverige	UKL2	East Wales
AT21	Kärnten	SE07	Mellersta Norrland	UKM1	North Eastern Scotland
AT22	Steiermark	SE08	Övre Norrland	UKM2	Eastern Scotland
AT31	Oberösterreich	SE09	Småland med öarna	UKM3	South Western Scotland
AT32	Salzburg	SE0A	Västssverige	UKM4	Highlands and Islands
AT33	Tirol	UKC1	Tees Valley and Durham	UKN0	Northern Ireland
AT34	Vorarlberg	UKC2	Northumberland and Tyne and Wear		
PL11	Łódzkie	UKD1	Cumbria		
PL12	Mazowieckie	UKD2	Cheshire		
PL21	Małopolskie	UKD3	Greater Manchester		
PL22	Śląskie	UKD4	Lancashire		
PL31	Lubelskie	UKD5	Merseyside		
PL32	Podkarpackie	UKE1	East Riding and North Lincolnshire		
PL33	Świętokrzyskie	UKE2	North Yorkshire		
PL34	Podlaskie	UKE3	South Yorkshire		
PL41	Wielkopolskie	UKE4	West Yorkshire		
PL42	Zachodniopomorskie	UKF1	Derbyshire and Nottinghamshire		
PL43	Lubuskie				
PL51	Dolnośląskie				
PL52	Opolskie				
PL61	Kujawsko-Pomorskie				
PL62	Warmińsko-Mazurskie				
PL63	Pomorskie				
PT11	Norte				

PAYS CANDIDATS – Régions statistiques dans niveau 2

BG11 Severozapaden
BG12 Severen tsentralen
BG13 Severoiztochen
BG21 Yugozapaden
BG22 Yuzhen tsentralen
BG23 Yugoiztochen
RO01 Nord-Est
RO02 Sud-Est
RO03 Sud
RO04 Sud-Vest
RO05 Vest
RO06 Nord-Vest
RO07 Centru
RO08 București